

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 05/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

JOHN DEERE

Usine de Saran
1 rue John Deere – BP 11013
45401 Fleury-les-Aubrais Cedex

Références : n° 2048 / 2023
Code AIOT : 0010001240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2023 dans l'établissement JOHN DEERE implanté Usine de Saran 45770 Saran. L'inspection a été annoncée le 29/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOHN DEERE
- 1 rue John Deere à Fleury-les-Aubrais
- Code AIOT : 0010001240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités exercées par la société JOHN DEERE dans son établissement de Saran sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 mai 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux, consommation et mesures en cas de sécheresse
- acoustique
- rejets atmosphériques

- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 5 | Plan des réseaux aqueux | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.2.2 | / | Sans objet |
| 6 | Entretien et surveillance des réseaux EI | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.2.3 | / | Sans objet |
| 16 | Protection contre le risque foudre | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.3.4.2 | / | Sans objet |
| 17 | Installations électriques | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.3.3 | / | Sans objet |
| 18 | Contrôle d'étanchéité réseau gaz | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.7 | / | Sans objet |
| 20 | Ressource en eau | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.6.3 | / | Sans objet |
| 21 | Ressource en eau | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.6.3 | / | Sans objet |
| 22 | Ressource en eau | AP Complémentaire du 12/04/2010, article 7.6.3 | / | Sans objet |
| 23 | Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | / | Sans objet |
| 27 | Déclencheur d'alarme en point bas | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 | / | Sans objet |
| 28 | Incidents | Arrêté Préfectoral du 12/05/2010, article 2.5.1 | / | Sans objet |

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Relevé des prélèvements d'eau | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 9.2.2 | / | Sans objet |
| 2 | Consommation d'eau | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.1.1 | / | Sans objet |
| 3 | Disconnexion | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.1.3.1 | / | Sans objet |
| 4 | Prélèvements en période de sécheresse | AP Complémentaire du 12/04/2010, article 4.1.2 | / | Sans objet |
| 7 | Protection contre des risques spécifiques | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.2.4.1 | / | Sans objet |
| 8 | Entretien des séparateurs d'hydrocarbures | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.3.5 | / | Sans objet |
| 9 | Autosurveillance des rejets aqueux industriels | AP Complémentaire du 12/04/2010, article 9.2.3 | / | Sans objet |
| 10 | Surveillance des eaux souterraines | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 9.2.3.2 | / | Sans objet |
| 11 | autosurveillance des déchets | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 | / | Sans objet |
| 12 | Autosurveillance des niveaux sonores | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 9.2.5 | / | Sans objet |
| 13 | Contrôle périodique de l'efficacité énergétique | Code de l'environnement du 26/04/2023, article 224-35 | / | Sans objet |
| 14 | Polluants atmosphériques émis par les chaudières | Code de l'environnement du 26/04/2023, article R. 224-41 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 15 | Rejets atmosphériques lignes peinture et TTS | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 3.2.4 et 3.2.5 | / | Sans objet |
| 19 | Désenfumage | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 10.5.1.1 | / | Sans objet |
| 24 | Équipement sous pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III | / | Sans objet |
| 25 | Contrôle des rétentions | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.5.1 | / | Sans objet |
| 26 | Bassin de confinement | AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.6.6.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé des prélèvements d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 9.2.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Relevé des prélèvements d'eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 du registre de suivi des prélèvements en eau. Le relevé est hebdomadaire. Compteurs intermédiaires localisés sur les plans des réseaux. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Consommation d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.1.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Consommation d'eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de la ressource Réseau public Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau Saran Prélèvement maximal annuel (m3) 60 000 Débit moyen journalier (m3/j) 165 |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 du bilan des consommations d'eau pour la période août 2022/avril 2023. La consommation journalière varie entre 20 et 152 m3. Sur 9 mois, la consommation d'eau, pour la période du 19 août 2022 au 17 avril 2023 est de 16 787 m3. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Disconnexion

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.1.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Disconnexion |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 de la copie des feuilles d'attachement relatives au contrôle : - de l'équipement installé dans le local station "eaux usées", société Hervé THERMIQUE, 23 juin 2022 => conforme ; - de l'équipement installé au droit de la production d'eau osmosée (local filtration), société Hervé THERMIQUE, 23 juin 2022 => conforme ; - de l'équipement installé au droit du local vestiaires, bâtiment C, société Hervé THERMIQUE, 23 juin 2022 => conforme ; - des trois équipements installés au droit de la chaufferie du bâtiment A (DN 15, DN 20 et DN 50), société Hervé THERMIQUE, 23 juin 2022 => conforme ; - des six équipements installés au bâtiment R, société Hervé THERMIQUE, 23 juin 2022 => conforme ; - des deux équipements installés au sous-sol du D1, société Hervé THERMIQUE, 23 juin 2022 => conforme ; - de l'équipement installé au droit de la chaufferie D1, société Hervé THERMIQUE, 23 juin 2022 => conforme. Réserve du système d'extinction automatique protégée par un organe de coupure contrôlé par l'organisme de contrôle du système d'extinction automatique (EQUANS). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Prélèvements en période de sécheresse

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2010, article 4.1.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Prélèvements en période de sécheresse |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none">• de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,• d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;• d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;• de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Politique déployée de réduction des consommations d'eau (suppression des 7 TARs par des tours adiabatiques, etc.). Mise en place à venir d'une vanne 3 voies sur le système d'extinction automatique de manière à limiter les pertes d'eau lors des essais hebdomadaires. Réflexion en cours portant sur : <ul style="list-style-type: none">- la bascule de maintenance nécessitant des vidanges en hiver plutôt que lors de la période estivale ;- une communication à destination des employés, via les téléviseurs installés dans les salles de pause et via le réseau intranet de l'entreprise. Surveillance mensuelle de la qualité des rejets d'eaux pluviales. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Plan des réseaux aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux aqueux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). |
| <p>Constats : C1_Absence de consolidation du plan des réseaux (réseau EI du bâtiment R) et infiltration d'une partie des EP non connue de l'administration.</p> |
| <p>Observations : Transmission le 20 avril 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un jeu de 4 plans des réseaux aqueux (EI, EP, EV, AEP) ; - du plan d'intervention, à destination notamment du SDIS. <p>Le plan des réseaux d'EI identifie 3 réseaux distincts. Absence d'identification de l'exutoire du réseau du bâtiment R (réservoir de collecte).</p> <p>Le plan des réseaux d'EP identifie 2 réseaux distincts. Un seul est connu de l'administration (infiltration dans une noue non identifiée par l'administration). Les systèmes de récupération des polluants (HCT) sont identifiés.</p> <p>Le plan des réseaux d'AEP identifie 3 réseaux distincts (station de traitement, défense incendie et alimentation générale).</p> <p>Le plan des réseaux d'EV identifie 1 réseau. Le poste de relevage est identifié.</p> <p>En situation accidentelle, l'exploitant justifie que la zone d'infiltration n'est pas susceptible de collecter des eaux de refroidissement.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Entretien et surveillance des réseaux EI

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux EI |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]. |
| Constats : C2_Absence de justification de l'entretien et de la surveillance du réseau EI usinage. |
| Observations : Le réseau EI est équipé d'un détecteur de fuite entre le bâtiment E1 et la station de traitement des eaux (double peau). Le réseau EI de la chaîne de TTS est aérien. Le réseau EI usinage a fait, selon l'exploitant, l'objet d'investigations à l'été 2022. Le rapport de contrôle devait être transmis à l'inspection suite à la visite, objet du présent rapport. Ce rapport n'a pas été communiqué à la date de rédaction du rapport. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Protection contre des risques spécifiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.2.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Propagation de flammes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. [...]. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Le plan, notamment dédié au SDIS en cas d'intervention, identifie une zone ATEX au droit de la réserve d'eau de 400 m3. Cette zone est classée ATEX en raison de la présence d'un stockage de bouteilles de gaz. Elle ne nécessite donc pas de siphon coupe-feu ou équivalent. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Entretien des séparateurs d'hydrocarbures

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 4.3.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs d'hydrocarbures |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté : N° 2 Nature des effluents : Eaux pluviales de toitures et de voiries, Eaux industrielles de la zone de recherche Exutoire du rejet : Réseau d'assainissement unitaire puis la Loire Traitement avant rejet - parking administratif : capacité de traitement = 65 l/s, - training center : capacité de traitement de 20 l/s, - quai ouest : volume du déshuileur = 1 m3 – volume du débourbeur = 2 m3, - bâtiment R : volume du déshuileur = 430 l – volume du débourbeur = 1 m3, - bancs d'essai : 3 m3, - zone de recherche : bassin de 90 m3 et déshuileur-débourbeur. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 du bon de pompage et de nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures (ou déshuileurs). Contrôle visuel de l'encrassement et du flotteur de chaque séparateur, société MEYER du 30 décembre 2022. Selon le contrôleur, absence de nécessité d'intervention pour curage. Présence d'HCT dans le séparateur training center. Le déshuileur de la nouvelle zone de voirie (entrée PL) est pris en compte dans le contrôle. Présentation du dernier bon de curage des déshuileurs : société MEYER, 10 novembre 2022, 5 tonnes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Autosurveillance des rejets aqueux industriels

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2010, article 9.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux industriels |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 3(Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.). Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : Paramètres Type de suivi Périodicité de la mesure Débit et pH Moyen 24h Continu MES, DCO, DBO5 Moyen 24h Hebdomadaire Phosphore Moyen 24h Mensuelle Azote total Moyen 24h Mensuelle Zinc Moyen 24h Mensuelle HCT Moyen 24h Mensuelle Les mesures comparatives mentionnées à l'Article 9.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : Paramètre Fréquence Débit, pH, MES, DCO, DBO5, Phosphore, Azote, Zinc, HCT Trimestrielle</p> |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| <p>Observations : Contrôle des déclarations GIDAF au titre de l'année 2023. Janvier 2023 : - fréquence hebdomadaire pour les paramètres MES, DCO, DBO5 et Zinc - fréquence mensuelle pour les paramètres Phosphore, Azote et HCT - fréquence quotidienne pour les paramètres T°C et pH Pas d'écart par rapport aux VLE de l'APC (concentrations et flux). Février 2023 : - fréquence hebdomadaire pour les paramètres MES, DCO, DBO5 et Zinc - fréquence mensuelle pour les paramètres Phosphore, Azote et HCT - fréquence quotidienne pour les paramètres T°C et pH Ecart par rapport à la VLE pour le paramètre pH (2 non respect) et à la fréquence de contrôle (5 contrôles manquants liés à l'absence de personnel sur site dans le cadre des mesures palliatives à la défaillance de l'équipement) pour le paramètre pH (défaillance du pHmètre en continu). Pas d'écart par rapport aux autres VLE de l'APC (concentrations et flux). Mesures comparatives réalisées. Mars 2023 : - fréquence hebdomadaire pour les paramètres MES, DCO, DBO5 et Zinc - fréquence mensuelle pour les paramètres Phosphore, Azote et HCT - fréquence quotidienne pour les paramètres T°C et pH Ecart par rapport à la fréquence de contrôle (7 contrôles manquants liés à l'absence de personnel sur site dans le cadre des mesures palliatives à la défaillance de l'équipement) pour le paramètre pH (défaillance du pHmètre en continu). Pas d'écart par rapport aux autres VLE de l'APC (concentrations et flux). L'exploitant doit prendre des dispositions organisationnelles pour palier à l'absence du personnel en charge du suivi des installations.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 9.2.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir des 3 piézomètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• Pz1,• Pz2,• Pz3. <p>Ces ouvrages sont convenablement protégés contre les risques de détérioration et doivent permettre les prélèvements d'eau sans altération du milieu et des échantillons. Ils doivent être pourvus d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadenassé. Les têtes des ouvrages font l'objet d'un nivellement NGF.</p> <p>Deux fois par an, en hautes eaux et à l'étiage, les niveaux piézométriques sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe.[...].</p> <p>Les analyses des substances suivantes sont réalisées sur chaque prélèvement :</p> <ul style="list-style-type: none">• hydrocarbures totaux,• métaux (Ca, Al, Cr total, Cu, Sn, Fe, Ni, Pb, Zn),• BTEX,• COHV. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 d'un tableau reprenant le suivi des ESO sur 5 ans (2018-2022). Ce tableau est associé à une analyse des résultats n'appelant pas de remarque de la part de l'inspection (absence d'impact en HCT et HAP). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 |
| Thème(s) : Situation administrative, autosurveillance des déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; [...]. <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. [...]. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : La déclaration GEREPA a été réalisée puis complétée suite à la visite d'inspection (fluides frigorigènes dont le module n'était pas accessible au moment de la saisie par l'exploitant). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Autosurveillance des niveaux sonores

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 9.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 du rapport de contrôle de la situation acoustique réalisée les 14, 16 et 17 Novembre 2020 puis le 19 avril 2021. Selon la société SGS, les émissions sont conformes. Une intervention sur la CTA du bâtiment D1 est programmée pour résoudre une émission récente liée au vieillissement de l'installation (recalage de ventelles). Cette intervention est réalisée de manière préventive. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Contrôle périodique de l'efficacité énergétique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/04/2023, article 224-35 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique de l'efficacité énergétique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. [...]. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Selon le rapport de l'organisme BUREAU VERITAS (28 février 2022), le rendement de la chaudière A n'est pas conforme. Dans l'attente du résultat consolidé des essais à froid des moteurs (contrôle qualité), cette chaudière est à l'arrêt. Si le résultat consolidé des essais à froid des moteurs n'était pas satisfaisant, la chaudière serait remplacée, selon l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 14 : Polluants atmosphériques émis par les chaudières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/04/2023, article R. 224-41 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Polluants atmosphériques émis par les chaudières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sont soumises aux dispositions du présent paragraphe les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 1 MW, et celles de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW lorsque leurs émissions ne sont pas périodiquement contrôlées en application des dispositions prises pour l'application du titre Ier du livre V du présent code. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 : - du rapport de contrôle de la mesure des émissions atmosphériques (28 février 2022) pour les 3 chaudières. Respect des VLE en concentration et en flux. Chaudière de 560 kW = essai en fonctionnement 507 kW Chaudière de 1163 kW = essai à 50% du régime de fonctionnement Chaudière de 1453 kW = essai à 50% du régime de fonctionnement Selon l'exploitant, les deux chaudières de 1163 et 1453 kW sont surdimensionnées, ce qui explique le mode de fonctionnement de ces deux installations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 15 : Rejets atmosphériques lignes peinture et TTS

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 3.2.4 et 3.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques lignes peinture et TTS |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Conduit n° 6 et 11 Concentrations instantanées en mg/Nm³ Acidité totale, exprimée en H 0,5 Alcalins, exprimés en OH 10</p> <p>Conduits n°7 à 10 Concentrations instantanées en mg/Nm³ COVNM 20 50 40 10</p> <p>Quantités maximales rejetées On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : Flux Acidité totale, exprimée en H g/h Conduit n° 6 0,33 Conduit n° 11 0,068</p> <p>Flux Acidité totale, exprimée en OH g/h Conduit n° 6 6.69 Conduit n° 11 1.36</p> <p>Flux COVNM kg/h Conduit n°7 147.32 Conduit n°8 14.95 Conduit n°9 2.18 Conduit n°10 0.51</p> |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| <p>Observations : Transmission le 20 avril 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du rapport de contrôle de la mesure des émissions atmosphériques (22 et 23 avril 2021) pour les conduits 6 et 11. Respect des VLE en concentration et en flux. 1 seul essai d'une heure pour le conduit 6 et de 62 minutes pour le conduit 11 ; - du rapport de contrôle de la mesure des émissions atmosphériques (17 et 18 août 2022) pour les conduits 6 et 11. Respect des VLE en concentration et en flux. 1 seul essai de 65 minutes pour le conduit 6 et de 69 minutes pour le conduit 11 ; - du rapport de contrôle de la mesure des émissions atmosphériques (17 au 19 août 2022) pour les conduits 7 à 10 et bancs d'essai. Respect des VLE en concentration et en flux. 1 seul essai de 90 minutes pour chaque conduit. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 16 : Protection contre le risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.3.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3. Jusqu'au 1er janvier 2012, les équipements des installations existantes, mis en place en application d'une réglementation antérieure font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.</p> |
| Constats : C3_Absence de conformité des installations de protection contre le risque foudre (contrôle de continuité de la tête des PDA, liaisons équipotentielle). |
| <p>Observations : Transmission le 20 avril 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du rapport de vérification complète des installations de protection contre le risque foudre (13/09/2021 au 14/09/2021, BUREAU VERITAS). <p>Ecart n°1 : "Afin de répondre aux prescriptions de l'étude technique, il conviendra de vous assurer et de réaliser l'ensemble des liaisons équipotentielles décrites dans la notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Il serait judicieux de compléter la liste des liaisons équipotentielles réalisées en indiquant leur localisation sur un plan d'implantation".</p> <p>Ecart n°2 : "Conformément aux prescriptions de l'étude technique, il conviendra de mettre en place un parafoudre de type 2 dans l'armoire générale du local (caractéristiques minimales définies dans l'étude technique)".</p> <p>ARF : 23/11/20 ETF : 23/11/20</p> <p>8 PDA. Pas de justification du contrôle de la tête d'amorçage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - du rapport de vérification visuelle des installations de protection contre le risque foudre (19/05/2022 au 20/05/2022, BUREAU VERITAS). <p>Ecart n°1 : "Afin de répondre aux prescriptions de l'étude technique, il conviendra de vous assurer et de réaliser l'ensemble des liaisons équipotentielles décrites dans la notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Il serait judicieux de compléter la liste des liaisons équipotentielles réalisées en indiquant leur localisation sur un plan d'implantation".</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 17 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être [...] entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> |
| <p>Constats : C4_Absence de justification de la conformité des installations électriques (185 écarts).</p> |
| <p>Observations : Transmission le 20 avril 2023 du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment administratif (20/01/2022 au 21/01/2022 ; BUREAU VERITAS). 28 écarts. Quelques installations non contrôlées ou non contrôlables ; - rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment H (10/01/2022 ; BUREAU VERITAS). RAS ; - rapport de contrôle des installations électriques des bâtiments C/G/Quai Nord (10/01/2022 ; BUREAU VERITAS). 7 écarts ; - rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment G1 (10/01/2022 ; BUREAU VERITAS). 15 écarts. Plan des zones à risques non présenté ; - rapport de contrôle des installations électriques des bâtiments C1/E (10/01/2022 ; BUREAU VERITAS). 9 écarts. Convoyeur souterrain en exploitation et magasin production (département 41) inaccessible donc installations non contrôlées ; - rapport de contrôle des installations électriques des bâtiments R/R2 (10/01/2022 au 14/01/2022 ; BUREAU VERITAS). 54 écarts. Plan des zones à risques non présenté ; - rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment E1 (10/01/2022 ; BUREAU VERITAS). 8 écarts. Plan des zones à risques non présenté ; - rapport de contrôle des installations électriques des bâtiments D/D1 (10/01/2022 ; BUREAU VERITAS). 41 écarts. Plan des zones à risques non présenté ; - rapport de contrôle des installations électriques de la cour Nord/Sud (17/02/2022 ; BUREAU VERITAS). 15 écarts. Plan des zones à risques non présenté, Local HT C3 compresseur inaccessible, locaux compresseurs (x2) hors mission, armoire appartenant à SUDAC ; - rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment STEP et extérieurs (10/01/2022 ; BUREAU VERITAS). 23 écarts. Plan des zones à risques non présenté. <p>Transmission le 20 avril 2023 du rapport de contrôle des installations électriques par thermographie (09 et 10/02/22 ; BUREAU VERITAS). Rapport faisant mention de 3 anomalies de niveau 1 (Bâtiment F – Usinage – Armoire F-2S-TD3 – départ « TD3-QF7 » ; Bâtiment E - Armoire E1-TD1 - Départ « E1-TD1-QF23 » ; Bâtiment R - Armoire salle pesée (Terrasse – LT Sud) – Ventilateur). La justification de la levée des anomalies n'a pas été apportée.</p> <p>Une analyse de risques est réalisée par l'exploitant sur la base des critères de protection des personnes (41 écarts annoncés levés sur 71), puis protection des biens (15 écarts annoncés levés sur 75), puis plans et identification des réseaux (12 écarts annoncés levés sur 108). Selon l'exploitant, le début du contrôle des installations, au titre de l'année 2023, a débuté le 20 mars 2023. Enfin, le 21 février 2023, l'exploitant a mandaté la société EIFFAGE pour accompagner BUREAU VERITAS lors des opérations de contrôle 2023 de manière à solder une parties des écarts au fil de leur identification.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 18 : Contrôle d'étanchéité réseau gaz

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle d'étanchéité réseau gaz |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service. |
| Constats : C5_Absence d'étanchéité du réseau de distribution du gaz. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 du : - rapport de contrôle des réseaux (11 et 12/03/21 ; BUREAU VERITAS). Présence d'une fuite de gaz au bâtiment A, au niveau de l'électrovanne gaz extérieure du réseau cuisine (uniquement en position fermée), présence d'une fuite de gaz à la chaufferie HOVAL, au niveau du détendeur-régulateur situé à l'extérieur et le long du bâtiment F, traiter les points de corrosion sur la canalisation de gaz située sous l'auvent de la zone «retour blocs Culasses ». ; - rapport de contrôle des réseaux (04 et 05/04/22 ; BUREAU VERITAS). A l'extérieur sur le réseau du roof-top n°3, le détendeur secondaire fuit en permanence au niveau de l'évent, présence d'une fuite de gaz dans le "local rue couverte" du bâtiment R, à un coude mécanique sur le réseau d'alimentation de l'aérotherme proche de l'escalier, dans le bâtiment E, présence d'une fuite de gaz au voisinage du compteur du réseau alimentant la chaufferie HOVAL (compteur situé au-dessus du poste 1320), en façade principale du bâtiment R, présence d'une fuite de gaz dans le coffret de protection de la vanne de coupure gaz du "RANCH" au raccord amont du détendeur secondaire, dans le bâtiment H, présence d'une fuite de gaz au voisinage du compteur, dans la chaufferie du bâtiment A, retirer les divers stockages du local. Le plan d'action fait notamment mention du retrait des combustibles en chaufferie A (mars 2021) alors que lors du contrôle 2022, le contrôleur rappelle ce point. Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a déclaré : - que la commande était passée auprès de la société EIFFAGE pour la réparation des fuites ; - que la commande était passée auprès de la société VINCI pour la traitement de la corrosion. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 19 : Désenfumage

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 10.5.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 des feuilles d'attachement du contrôle des installations. Transmission le 28 avril 2023 de la copie d'une attestation délivrée le 26 avril 2023 par la société Extincteurs Services Plus confirmant la conformité des installations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 20 : Ressource en eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.6.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs et R.I.A. |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : [...] ; - d'extincteurs [...] ; - de R.I.A ; [...]. |
| Constats : C6_Absence de contrôle annuel de l'ensemble des R.I.A. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 : - de la feuille relative au contrôle des extincteurs (société EXTINCTEURS SERVICES PLUS ; 14/12/22) ; - du rapport de contrôle des 11 R.I.A. (société AXIMA ; 20/02/23). Présence de stockage devant les RIA n°5 ("présence de moteurs devant le RIA), 8 et 9 ("présence d'un échafaudage démonté devant la porte des RIA n°8 et 9 impossible de les vérifier"). R.I.A. n°2 supprimé. R.I.A. n°3 et 4 démontés (travaux). R.I.A n°8 à 12 dans les locaux administratifs. 4 R.I.A. dans les zones de production et stockage. Le jour de la visite, objet du présent rapport, les R.I.A. n°3 et 4 avaient été remontés. Les R.I.A. n°5, n°8 et n°9 libérés. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.6.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve de 400 m3 associée à une pompe électrique [...] et une pompe diesel [..] ; - 12 poteaux incendie de débit unitaire de 247 m3/h ; - d'un réseau sprinkler ; [...]. |
| <p>Constats : C7_Débit du poteau incendie alimenté par le réseau AEP non conforme. Absence de justification de la conformité du système d'extinction automatique d'un incendie.</p> |
| <p>Observations : Transmission le 20 avril 2023 du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport de contrôle de débit des PI (société AXIMA, 11/06/21). 14 PI dont 1 alimenté par le réseau AEP. Débits définis à 60 m3/h pour 9 PI et 120 m3/h pour 3 PI. 1 PI supprimé (travaux ; remis en service le jour de la visite, objet du présent rapport). Le PI sur réseau AEP offre un débit à 50 m3/h. La pression des PI pour le réseau surpressé est supérieure à 9 bar. - entretien GMP (société AXIMA, 01/03/23). <p>Présence de 2 réducteurs de pression.</p> <p>Transmission le 28 avril 2023 de deux rapports de contrôle du système d'extinction automatique. Ces fichiers ne sont pas exploitables. Entretien par la société EQUANS (dont le traçage électrique assurant l'absence de prise en glace). FM Global contrôle tous les ans des installations.</p> <p>Présentation du rapport de contrôle quinquennal du système d'extinction automatique (EQUANS ; 19 janvier 2023). Le contrôle fait mention des conclusions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pas de déclenchement des postes sous air lors de la visite car le point F du poste 6A n'est pas existant et la température était négative pour effectuer un déclenchement réel. prévoir de reporter cette intervention ; - prévoir le remplacement des compresseurs d'air, du capteur de passage d'eau poste 7 et du coude du point F poste 12 (devis en cours) ; - prévoir le remplacement du détendeur d'air au niveau du poste 6A ; - prévoir le remplacement du manomètre enregistreur poste 14 ; - point F du poste sous air 6A inexistant ; - prévoir le remplacement des flotteurs de la cuve source B ; - prévoir le remplacement de l'hydrofort (2018). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 22 : Détection incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2010, article 7.6.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...]. D'un système de détection automatique d'incendie. [...]. |
| Constats : C8_Absence de justification de la conformité des système de détection incendie. |
| Observations : Transmission le 20 avril 2023 : - du rapport de contrôle de la détection incendie (société Détection Electronique Française ; 27/12/22). Essais des détecteurs et des DM, des centrales d'extinction, tests des batteries, contrôle des réservoirs, contrôle des sirènes et des coupures clim. Tests d'étanchéité des salles au ventitest. Salles N1/N2 - N3-N4 - S1/FT4 bat R : RAS. Salle info bat A : le bouton de réarmement ne fonctionne plus, il faut reseter la centrale. Salle meziere bat E : les détecteurs intérieurs de la salle ne fonctionnent pas malgré plusieurs essais avec 2 perches différentes. Prévoir un grand escabeau pour leur remplacement. Des détecteurs de la même gamme sont à désinstaller au local SSI, peuvent être réutilisés. Il reste un dérangement extincteur/sirène, Id4 allumée, contrôle des contacts et des lignes sirènes - RAS. Le buzzer ne sonne plus, on entend le relai "clignotter". Je préconise de remplacer la centrale ou à défaut la faire réviser par SSI SERVICE. Remise en service des réservoirs. - du rapport de contrôle de la détection incendie (société Détection Electronique Française ; 24/08/22). 10 POINTS HORS SERVICE. « Certains de vos détecteurs incendie ne fonctionnent plus correctement. Dans les locaux concernés par ces derniers, vous ne serez plus en mesure de recevoir l'information d'alarme «feu», ce qui aura pour incidence de retarder les délais de levée de doute et de mise en place des moyens de lutte contre l'incendie.» Selon l'exploitant, la centrale incendie a été remplacée. Toutefois, le référent travaux pour ce sujet étant absent, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la réalité de ces actions. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 23 : Etat des stocks

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]. |
| Constats : C9_Absence de caractérisation du volume des stockages (JD, et JDprod ; état des stocks basé sur un recensement des quantités). |
| Observations : Transmission le 28 avril 2023 de l'état des stocks du site. Il contient 5 onglets. Le premier est une synthèse intitulée "déchets". Cette synthèse reprend les quantités de déchets susceptibles d'être présentes. Le second est une synthèse intitulée "JD prod". Cet onglet identifié les différents types de stockage. Il s'agit d'une somme de produits dont les caractéristiques ne sont pas précisées (volume à indiquer). Le troisième est une synthèse intitulée "JD". Cet onglet identifié les différents produits. Il s'agit d'une somme de produits dont les caractéristiques ne sont pas précisées (volume à indiquer). Le quatrième est une synthèse intitulée "LIMPA". Cette synthèse est arrêtée au 31/03/23 et liste les produits/mélanges/substances dangereux. Le cinquième est une liste de produits intitulée "HOUGHTON". Cette synthèse est arrêtée au 31/03/23 et liste les produits/mélanges/substances sans distinction et information sur leurs caractères. Un logiciel, déployé au mois de juin 2023, permettra de suivre les états des stocks. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 24 : Equipement sous pression

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Equipement sous pression |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Présentation le 26 avril 2023 de deux listes des équipements sous pression, conforme à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 25 : Contrôle des rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.5.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rétentions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Présentation le 26 avril 2023 de la consigne de vérification des rétentions et du mémoire de contrôle, réalisé le 15 septembre 2022, par la société MEYER. Présentation de deux rapports spécifiques pour les zones de confinement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 26 : Bassin de confinement

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2010, article 7.6.6.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 3 500 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. [...]. |
| Constats : Absence d'écart relevé. |
| Observations : Présentation le 26 avril 2023 de la consigne de vérification des rétentions et du mémoire de contrôle, réalisé le 15 septembre 2022, par la société MEYER. Présentation de deux rapports spécifiques pour les zones de confinement (bassin de confinement, société MEYER ; 5 août 2022 et réservoir du bâtiment R). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 27 : Déclencheur d'alarme en point bas

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déclencheur d'alarme en point bas |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...]. Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [..]. |
| Constats : C10_Absence d'un déclencheur d'alarme en point bas dans la rétention des bacs de traitement. Présence de liquide dans les capacités de rétention. |
| Observations : La rétention est dotée d'un caniveau en point bas. Les effluents sont relevés en continu. La rétention n'est pas équipée d'un déclencheur d'alarme en point bas. Le système est conçu pour qu'en cas de baisse de niveau d'eau dans un des deux bacs, une mise à niveau soit réalisée. En cas de rupture d'un bac, la réalimentation n'est pas suffisante et déclenche la mise en sécurité des installations. Les prescriptions de l'arrêté ministériel ne semblent pas être compatibles avec ce système de mise en sécurité. L'exploitant est invité à procéder à l'analyse de conformité de cet article, et le cas échéant, proposer des mesures compensatoires. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 28 : Incidents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2010, article 2.5.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. |
| Constats : C11_Absence de déclaration de l'épandage d'hydrocarbures (tuyauterie fuyarde). |
| Observations : Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'inspection a sollicité de l'exploitant des explications relatives à l'évacuation de 884.5 tonnes de déchets hydrocarburés. L'exploitant a déclaré avoir été confronté à une fuite d'hydrocarbures liée à l'état de la tuyauterie implantée dans un caniveau technique. Un volume supérieur à 160 tonnes a été évacué. L'exploitant adresse un rapport de l'incident comprenant a minima : <ul style="list-style-type: none"> - la localisation de la tuyauterie (équipement amont et aval inclus) ; - la définition du volume réellement évacué en lien avec cette opération ; - les causes de cet incident ; - la justification de l'absence d'impact sur les sols et le cas échéant dans les eaux souterraines. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |